

Les marxistes dans la seconde guerre mondiale

Source : *Labour Review*, vol. 3, n°5, décembre 1958, pp. 139-146.

Traduction marxists.org.

Lorsqu'en 1914 Lénine apprit pour la première fois que les dirigeants du Parti social-démocrate allemand avaient soutenu la déclaration de guerre du Kaiser, il rejeta cette nouvelle, la qualifiant de faux. À peine deux ans auparavant, le Manifeste de Bâle avait été adopté à l'unanimité lors d'une réunion de la Deuxième Internationale, laquelle représentait les partis socialistes du monde entier.

Ce manifeste affirmait sans équivoque qu'aucun intérêt national ne pouvait justifier la guerre que les rivalités capitalistes préparaient alors. Il déclarait que, si la guerre venait à éclater, les socialistes devaient tirer parti de la « crise économique et politique » qu'elle engendrerait pour « hâter la chute de la domination de la classe capitaliste ».

Cependant, lorsque la guerre prévue par le Manifeste de Bâle éclata, les dirigeants socialistes des principaux pays belligérants – à l'honorable exception des bolcheviks russes – s'empressèrent de soutenir leur propre classe capitaliste, en violation flagrante avec leurs convictions affichées.

En 1939, les dirigeants du mouvement ouvrier organisé en France et en Grande-Bretagne soutinrent à nouveau leurs gouvernants dans la guerre. Ils ne se montrèrent pas plus fidèles aux principes socialistes que ceux que Lénine avait qualifiés de « social-chauvins » en 1914. Cette fois-ci, toutefois, il n'y eut pas de rupture brutale, comme en 1914, avec les orientations politiques des années précédentes. Leur soutien à la déclaration de guerre s'inscrivait dans la continuité de politiques antérieures fondées sur l'idée que le capitalisme « démocratique » et la classe ouvrière pouvaient avoir des intérêts communs dans la lutte contre le fascisme.

Il revint aux marxistes – les trotskystes – de poursuivre une opposition révolutionnaire à la dernière guerre, en se fondant sur les mêmes principes que ceux défendus par Lénine durant la Première Guerre mondiale. Lénine avait martelé cette leçon : l'attitude d'un marxiste face à une guerre donnée doit se fonder sur les objectifs des gouvernements belligérants, tels que les révèlent leurs politiques antérieures et que les détermine la nature de classe des systèmes qu'ils représentent.

Le léninisme face à la guerre

Dès le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les marxistes ont défendu la tradition léniniste. « La cause immédiate de la guerre actuelle est la rivalité entre les vieux systèmes coloniaux riches, la Grande-Bretagne et la France, et les pillards impérialistes tard venus, l'Allemagne et l'Italie », affirmait *La Guerre et la Révolution mondiale*, un manifeste de la Quatrième Internationale publié en mai 1940. Le manifeste rejetait avec mépris les objectifs affichés par les puissances fascistes, à savoir l'« espace vital » et l'« unification nationale ». « Les mots d'ordre officiels d'Hitler ne méritent pas d'être examinés », affirmait-il, tout en répondant à la propagande des Alliés : « Le mot d'ordre d'une guerre pour la démocratie contre le fascisme est un mensonge. » Il ne s'agissait pas d'une guerre de la liberté contre les dictatures, mais d'une guerre opposant des nations capitalistes ayant acquis leurs possessions par des conquêtes sanglantes à des puissances tard venues cherchant à imposer un nouveau partage du monde. Cette guerre n'est pas la

nôtre, déclaraient les marxistes. Nous bâtissons notre avenir non pas sur les fortunes militaires des belligérants, mais sur la nécessité de transformer ce conflit en une guerre des travailleurs contre les capitalistes. Le fait que le capitalisme britannique et français fût en guerre contre un capitalisme fasciste – incarnant tout ce qu'il y avait de plus ignoble dans la décrépitude capitaliste – servait à tromper la classe ouvrière sur la nature du conflit. Certains affirmaient que l'impérialisme allemand, agressif et fasciste, représentait une menace plus grave pour la classe ouvrière britannique que sa « propre » classe capitaliste. Une victoire des puissances fascistes, soutenaient-ils, aggraverait l'oppression de la classe ouvrière et entraînerait la perte des libertés démocratiques conquises par le mouvement ouvrier au fil de ses luttes antérieures¹. Par conséquent, la classe ouvrière devait combattre aux côtés de « sa » classe dirigeante pour assurer la défaite d'Hitler.

Certes, le fascisme anéantissait les organisations ouvrières. Il défendait le capitalisme par une terreur organisée et systématique. Il reprenait et perfectionnait toutes les méthodes de répression policière employées par les autres impérialismes. Toutefois, il n'existait aucune différence de nature entre la société capitaliste « démocratique » et celle où la dictature de la bourgeoisie s'exerçait ouvertement. Le fascisme reflétait le degré de décrépitude de la société capitaliste qui l'avait engendré et qu'il protégeait. En outre, les capitalistes britanniques et français maintenaient sous le joug, par une terreur organisée, des millions d'esclaves coloniaux. Au nom de la défense de la démocratie, le gouvernement français avait déjà, dès le déclenchement de la guerre, imposé de sévères restrictions au mouvement ouvrier français, interdit le Parti communiste et fait arrêter ses députés, alors que les fascistes français demeuraient en liberté.

Le fascisme supprimait les libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière. Mais ces libertés pouvaient-elles être défendues par les travailleurs des pays à démocratie bourgeoise en s'alliant à leurs « propres » dirigeants contre des bandits plus agressifs et plus brutaux ? Fallait-il soutenir une classe dirigeante « moins réactionnaire » contre une autre « plus réactionnaire » ?

Au fond, ces questions étaient identiques à celles qui avaient été débattues durant la Première Guerre mondiale, quand les dirigeants sociaux-démocrates allemands affirmaient qu'il leur fallait défendre la patrie. Ils soutenaient qu'ils devaient protéger les organisations les plus nombreuses et les plus puissantes du monde contre les impérialismes étrangers – et, en particulier, contre la Russie tsariste, considérée par tous les socialistes comme un foyer de réaction noire. De même, de l'autre côté des tranchées, les dirigeants socialistes français et britanniques défendaient leurs « libertés » face au militarisme allemand. Lénine a fustigé cette théorie du « moindre mal ». Il a qualifié d'opportunistes les dirigeants socialistes et a défini l'opportunisme comme le fait de placer les intérêts temporaires et immédiats d'une fraction du prolétariat au-dessus des intérêts permanents et à long terme du prolétariat dans son ensemble – en cherchant, par exemple, un compromis avec sa « propre » bourgeoisie.

Après la révolution de février 1917, alors que les travailleurs avaient conquis des droits démocratiques et qu'il existait en Russie – selon ses propres termes – des « organisations

1 En langage marxiste, Harold Laski tenta de justifier le soutien à la guerre dans une brochure publiée par le *Labour Party* peu après la déclaration des hostilités, intitulée : *S'agit-il d'une guerre impérialiste ?* « L'effet d'une guerre victorieuse sur l'Allemagne hitlérienne », écrivait-il, « serait manifestement de consolider le pouvoir d'un impérialisme nouveau et vigoureux, à l'aube de son expansion, recourant à des méthodes bien plus oppressives que celles de la Grande-Bretagne contemporaine. » Laski trouva un autre argument ingénieux pour justifier le soutien du Parti travailliste britannique à la guerre : si le parti ne le faisait pas, la classe dirigeante britannique serait contrainte de lui retirer ses libertés ! « S'ils [les socialistes] se montrent indifférents aux efforts [du gouvernement hitlérien] pour vaincre ce pays, il est probable qu'un régime coercitif se substitue au système parlementaire actuel. »

[c'est-à-dire des soviets] telles qu'il n'en existe dans aucun autre pays », Lénine maintint son opposition à la guerre. Le Gouvernement provisoire représentait le capitalisme russe; la guerre continuait donc, de son point de vue, à être menée à des fins capitalistes et oppressives. L'aile opportuniste du mouvement ouvrier russe prônait une « défense nationale révolutionnaire », affirmant que l'impérialisme allemand anéantirait tous les acquis de la révolution de février. Au contraire, soutenait Lénine, on ne pouvait défendre les acquis de la classe ouvrière en appuyant les objectifs du capitalisme, ce qui revenait à soutenir la guerre.

Cette fidélité aux principes dans l'analyse de la guerre n'a rien perdu de sa pertinence durant le conflit de 1939-1945, bien que la majeure partie du mouvement ouvrier ait perçu la défense de ses propres organisations face au fascisme comme étant indissociable de la lutte militaire. La nature de la guerre n'était pas déterminée par les aspirations de la masse des participants. En réalité, si les travailleurs se battaient pour la démocratie, les dirigeants, eux, menaient la guerre dans leur propre intérêt. Comme le formulait Léon Trotsky : « les ouvriers et les paysans donnent leur sang pendant que les capitalistes concentrent entre leurs mains les leviers de commande »². Pour les travailleurs, s'allier à leurs propres dirigeants afin de défendre la démocratie impliquait d'accepter l'exploitation capitaliste et de défendre l'Empire britannique. Dans une alliance avec la bourgeoisie, le mouvement socialiste n'est pas un partenaire sur un pied d'égalité. La politique d'une telle alliance est déterminée par la classe dominante, qui détient le pouvoir politique et contrôle l'État. Dans la société capitaliste, la classe ouvrière exprime sa volonté dans le conflit qui l'oppose à la bourgeoisie. Pour que cette volonté prévale sur les questions majeures de la guerre et du fascisme, la classe ouvrière doit devenir la classe dirigeante – en arrachant le pouvoir à la bourgeoisie. Comme le disaient les trotskystes pendant la guerre, alors que des députés travaillistes de gauche critiquaient le gouvernement : « Si les travailleurs n'ont pas une conscience suffisante pour prendre leur sort en main, il est désastreux de faire croire aux travailleurs les plus avancés que Churchill – ou tout autre homme politique de la classe dirigeante – puisse, dans l'intervalle, défendre leurs intérêts. »³

Soutenir la guerre au motif que la priorité absolue était la défaite militaire d'Hitler revenait à s'opposer à toute lutte susceptible d'affaiblir l'« effort de guerre » des gouvernements capitalistes qui combattaient l'impérialisme allemand. Cela impliquait de s'opposer aux luttes des peuples colonisés, aux grèves ainsi qu'à toute activité politique indépendante de la classe ouvrière – des actions qui découlaient inévitablement du fardeau imposé aux exploités par une société de classes en temps de guerre.

Après l'invasion de la Russie

Quelle signification l'invasion de l'Union soviétique revêtait-elle pour la politique révolutionnaire ? En a-t-elle modifié la nature même du conflit ? Pour la direction du Parti communiste, ces questions étaient, bien entendu, tranchées par le Kremlin et ses relations internationales.

Comment les trotskystes ont-ils appréhendé l'entrée de la Russie en guerre ? Ils étaient partisans de la défense de l'Union soviétique. Ils ont d'ailleurs combattu le point de vue de ceux qui voulaient rayer ce principe de leur programme après l'invasion de la Finlande par

2 Lettre aux militants du *Socialist Workers' Party*, 13 août 1940.

3 *Socialist Appeal*, novembre 1941. L'article poursuivait en ces termes : « Raison de plus pour nous consacrer à une explication "patiente" de la situation réelle, en exposant les objectifs et les aspirations de l'impérialisme britannique et en convaincant les travailleurs que c'est là la seule voie pour la libération de la classe ouvrière. »

la Russie en 1939.⁴ Toutefois, si la guerre menée par l'Union soviétique revêtait un caractère progressiste et défensif, cela ne changeait en rien la nature des autres belligérants ni les objectifs pour lesquels ils combattaient. Comme l'a souligné Andrew Scott, la guerre n'était pas devenue « juste par contagion ».⁵ Il répondait ainsi directement à R. Palme Dutt qui, faisant fi de ses écrits d'il y a six ans, tentait de déduire la nature globale du conflit de l'alliance anglo-soviétique, laquelle, selon lui, avait « transformé la situation mondiale ». Dutt écrivait :

La deuxième phase de la guerre – la guerre réactionnaire des puissances impérialistes occidentales pour un nouveau partage du monde – a laissé place à la troisième phase : la guerre juste pour la libération des peuples face au fascisme allemand... Ainsi, la participation de l'Union soviétique a transformé le caractère de la guerre⁶

« Qu'est-ce qui a donc provoqué ce changement ? » demanda Scott à Dutt.

Un changement dans la politique « menée pendant une longue période avant la guerre » ?⁷ Mais c'est la même classe qui détient toujours le pouvoir... La guerre menée par les masses russes est juste... mais elle n'affecte en rien la guerre injuste et oppressive pour la domination du monde que se livrent l'Allemagne d'un côté, et la Grande-Bretagne et l'Amérique de l'autre.⁸

La guerre de la Grande-Bretagne ne se transformerait en une véritable guerre révolutionnaire juste que si les travailleurs prenaient eux-mêmes en main le pouvoir militaire et étatique. Et tant que cela n'était pas fait, que devait faire l'Union soviétique ? Refuser l'aide des gouvernements impérialistes ? « Bien sûr que non », répondait Scott. « Seul un imbécile suggérerait une telle chose. Mais la signature d'un tel pacte ne signifie pas que la classe ouvrière du pays avec lequel il est conclu renonce à sa lutte contre sa classe dirigeante ou l'atténue. »

Par une triste nécessité, l'Union soviétique fut contrainte de conclure un pacte militaire avec des puissances capitalistes en guerre contre l'Allemagne. Mais défendre que cela devait impliquer une alliance de la classe ouvrière à l'échelle internationale avec les alliés de l'Union soviétique relevait, là encore, de l'opportunisme. En Russie, un État ouvrier était déjà établi. Ses accords avec les capitalistes s'établissaient entre deux puissances étatiques. Dans les pays capitalistes, la classe ouvrière n'avait pas encore conquis le pouvoir politique.

S'il était impossible de protéger les libertés démocratiques de la classe ouvrière en subordonnant la lutte des classes à des accords avec une fraction de la classe dirigeante, il était tout aussi impossible de protéger l'État ouvrier par des politiques de collaboration de classe. Avant la guerre, en adoptant de telles politiques, la direction stalinienne de l'Internationale communiste avait été responsable de la défaite des mouvements

4 Voir *En défense du marxisme* de L. Trotsky (New York, 1942). Shachtman et Burnham, les principaux opposants à la défense de l'Union soviétique, finirent par rompre avec le *Socialist Workers' Party* américain. Ils développèrent rapidement leurs idées au point de qualifier la Russie de nouvelle société de classes – une « société collectiviste bureaucratique ». Burnham écrivit par la suite *L'Ère des organisateurs* (*The Managerial Revolution*) – un ouvrage célèbre, bien que peu lu – et poursuivit son éloignement du socialisme jusqu'à devenir un propagandiste de la classe dirigeante américaine.

5 *Does Russia's Entry Alter Britain's War ? – Workers' International League*, 1941. (L'entrée en guerre de la Russie modifie-t-elle la nature de la guerre de la Grande-Bretagne ?)

6 *Labour Monthly*, août 1941.

7 La phrase entre guillemets est de Lénine.

8 *Does Russia's Entry Alter Britain's War ?*

révolutionnaires, contribuant ainsi à rendre possible l'agression contre l'Union soviétique. Ce n'est que temporairement que l'antagonisme fondamental entre l'Union soviétique et l'impérialisme allié s'est trouvé relégué au second plan par rapport à la défaite de l'Allemagne. Et même alors, il persistait et constituait un facteur important dans la stratégie impérialiste.

Pour évoquer l'attitude des marxistes face à une guerre impliquant l'Union soviétique, rien ne vaut la citation d'une brochure de R.F. Andrews, publiée par le Parti Communiste de Grande-Bretagne en 1934.⁹ « Supposons que l'Allemagne fasciste attaque l'URSS : seriez-vous favorable à ce que les travailleurs soutiennent les gouvernements britannique ou français dans une attaque contre l'Allemagne fasciste ? » demandait Andrews. Il répondait sans la moindre ambiguïté à sa propre question rhétorique :

En aucun cas ! ...

Une telle initiative aiderait les capitalistes allemands à présenter la guerre comme une guerre de légitime défense. Elle renforcerait les capitalistes britanniques et affaiblirait les travailleurs britanniques. En cas de victoire, elle placerait l'impérialisme britannique dans une position favorable pour attaquer l'URSS et impliquerait la répression de la révolte inévitable en Inde et dans l'Empire.

Au contraire, en soutenant les travailleurs dans leur lutte contre l'exploitation, la spéculation et l'oppression en temps de guerre – une lutte inévitable en tout état de cause – et en transformant ce combat en une lutte contre la guerre elle-même, les travailleurs britanniques mineraient le front de Hitler; ce serait là l'aide la plus efficace que les révolutionnaires britanniques pourraient apporter à l'URSS dans de telles circonstances.¹⁰

Dans la tradition du marxisme, les trotskystes affirmaient que la classe ouvrière ne pouvait soutenir un allié non impérialiste de sa propre classe dirigeante qu'en recourant à ses propres méthodes. Un manifeste publié dans *Socialist Appeal* (juillet 1941) proclamait : « L'Union soviétique ne doit pas être vaincue. » Toutefois, on ne pouvait confier à Churchill et à la classe dirigeante britannique la tâche de défendre l'État ouvrier ni la direction d'une lutte armée contre Hitler : « Si la guerre demeure une guerre de rapine sous le contrôle de Churchill et de la classe capitaliste, alors les masses soviétiques ne peuvent, au mieux, espérer – même en cas de victoire sur Hitler – qu'affronter les armées impérialistes des chefs de guerre britanniques et américains. » Comme cette prophétie résonne avec justesse aujourd'hui ! Le manifeste posait l'alternative : « Mais si les travailleurs britanniques prennent le pouvoir et le contrôle de la lutte contre Hitler, alors toute la situation sera transformée. » Il concluait en déclarant que la base du *Labour Party* devait exiger de ses dirigeants qu'ils rompent avec le grand capital – qui avait contribué à porter Hitler au pouvoir – et qu'ils mènent la lutte pour le pouvoir armés du programme suivant : aide immédiate à l'Union soviétique; expropriation des terres, des mines, des banques, des usines et de l'industrie lourde, et leur exploitation sous contrôle ouvrier; liberté pour

9 The Labour Party and the Menace of War. (Le *Labour Party* et la menace de guerre).

10 Voir aussi *Labour Monthly*, janvier 1935. Dans ce numéro, en évoquant l'entrée de l'Union soviétique à la Société des Nations, Palme Dutt mettait en garde la classe ouvrière, l'exhortant à ne « jamais [c'est lui qui souligne] se laisser entraîner dans les rouages de la politique impérialiste ». « La participation de l'Union soviétique à la Société des Nations ne transforme pas davantage la nature de cette dernière que la participation d'un communiste au Parlement ne transforme la nature du Parlement », écrivait-il, avant de poursuivre : « Établir une comparaison fallacieuse entre la situation d'une classe ouvrière qui a conquis le pouvoir et doit désormais manœuvrer dans un monde capitaliste [...] est le sophisme favori du réformisme pour brouiller les cartes et dissimuler sa propre politique capitaliste. »

l'Inde, l'Irlande et les colonies. Enfin, il appelait à lancer un appel socialiste aux travailleurs allemands et européens en faveur de la lutte socialiste contre l'hitlérisme et pour les États-Unis socialistes d'Europe.

Trêve dans la lutte de classes

« Indépendamment du cours de la guerre, » affirmait le manifeste de la IV^e Internationale, « nous remplissons notre tâche fondamentale : nous expliquons aux ouvriers que leurs intérêts et ceux du capitalisme assoiffé de sang sont irréconciliables. ... Nous menons un travail constant, persistant, inlassable de préparation à la révolution – dans les usines, les ateliers, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte. »

Cherchant à rassembler et à organiser des militants autour des principes du marxisme, les trotskystes s'efforcèrent de développer une politique ouvrière indépendante et de mettre en avant des revendications de classe à chaque étape de la guerre. Ils dénoncèrent la trêve politique et sociale soutenue par la direction du Parti travailliste et celle des syndicats. Les dirigeants travaillistes appelaient les travailleurs à consentir à des sacrifices dans la lutte contre l'hitlérisme, lequel « niait la validité de toutes les valeurs spirituelles sur lesquelles repose la civilisation »¹¹. Ils s'empressèrent d'entrer dans un gouvernement de coalition pour soutenir le capitalisme durant la phase critique qui suivit Dunkerque. Ils se disaient préoccupés par « la suppression de la liberté, où qu'elle survienne »¹². Pourtant, ils s'allièrent à la classe qui opprimait les peuples coloniaux, qui avait engagé l'Inde et la Birmanie dans la guerre sans leur consentement et malgré les protestations de leurs dirigeants¹³. Ces dirigeants travaillistes siégeaient au sein d'un gouvernement qui excluait expressément l'Inde de la Charte de l'Atlantique. Ce gouvernement répondit à la résolution « Quit India » (Quittez l'Inde) adoptée par le Congrès indien en août 1942 par une pluie de balles, bombardant des villages, faisant fouetter des manifestants qui réclamaient la liberté, saisissant les fonds du Congrès et condamnant les dirigeants nationalistes à de lourdes peines de prison. Tout en dénonçant les atrocités infligées aux peuples d'Europe par un impérialisme en guerre contre leurs propres dirigeants, les chefs travaillistes soutenaient un impérialisme dont la mauvaise gestion provoqua la famine de 1943 – causant la mort de cinq millions de personnes et entraînant l'exécution d'hommes et de femmes qui s'étaient soulevés pour réclamer du pain. Leur collaboration fut si servile qu'ils ne parvinrent même pas à obtenir des conservateurs l'engagement que la loi de 1927 sur les conflits et les syndicats (« *Trade Disputes and Trade Unions Act* ») serait abrogée après la guerre. Pour s'assurer le soutien de la base travailliste, ils présentèrent les lois sur les pouvoirs d'exception (« *Emergency Powers Acts* »), introduites par le gouvernement de coalition en 1940, comme signifiant la fin des privilèges de classe et l'avènement d'un « socialisme de temps de guerre ». Mais comme Kirkwood le déclara à

11 Les objectifs de paix du *Labour Party* (Déc. 1939).

12 Le *Labour Party* « est un parti qui défend la démocratie et la liberté, et qui considère en conséquence qu'une atteinte aux libertés où que ce soit dans le monde est une atteinte partout » (*ibid.*).

13 En 1940, la Chambre des représentants de Birmanie protesta contre le fait que la Grande-Bretagne avait entraîné le pays dans la guerre sans le consentement du peuple birman. Après les défaites subies en 1942, le général Alexander estima que 10 % de la population était favorable aux Japonais, 10 % aux Britanniques et que 80 % était indifférente. En Birmanie, après ses victoires, le gouvernement japonais tenta d'exercer le pouvoir en s'appuyant sur une partie de la classe dirigeante locale. Au nom de l'argument du « moindre mal », le peuple birman aurait dû s'allier aux Japonais contre les Britanniques. C'est précisément dans ce piège que tombèrent certains dirigeants nationalistes birmans – et indiens. « L'«indépendance» de la Birmanie, aussi illusoire qu'elle puisse paraître aux yeux des Occidentaux, constitue néanmoins un progrès réel par rapport à son statut antérieur aux yeux d'une grande partie de sa population; ne pas tenir compte de ce fait serait une grave erreur » (*The Times*, 13 décembre 1944).

Attlee à la Chambre des communes le 22 mai 1940 : « Si je comprends bien le Lord du sceau privé, la classe ouvrière doit être pieds et poings liés, alors que la propriété privée ne le sera pas. » Les travailleurs et travailleuses étaient enchaînés à leur emploi ou contraints de se déplacer d'un secteur industriel à un autre. Des mineurs qui avaient échappé à la misère et au déclin des bassins houillers pour trouver du travail ailleurs étaient traqués et ramenés de force pour extraire le charbon – souvent pour voir les propriétaires de mines affecter la main-d'œuvre à des veines moins productives, réservant les plus rentables pour le temps de paix, période où les profits seraient plus difficiles à réaliser.¹⁴ Les travailleurs étaient condamnés à des amendes et à l'emprisonnement pour avoir fait grève, pour être arrivés en retard ou s'être absentés du travail, et pour avoir refusé une affectation professionnelle.¹⁵

Le contrôle de l'industrie dans le cadre du « socialisme de guerre » s'est retrouvé entre les mains de responsables qui, auparavant, occupaient des postes de direction élevés au sein même des industries qu'ils étaient désormais chargés de superviser. « Les dirigeants travaillistes collaborent de manière criminelle à toutes les mesures de défense de l'impérialisme, tout en dissimulant aux masses la véritable signification de ces actes », déclarait *Youth for Socialism*¹⁶ en juin 1940, quelques semaines après l'entrée de ces dirigeants dans le gouvernement de coalition. « Si le Parti travailliste souhaite réellement défendre ses libertés et vaincre le fascisme, ses dirigeants doivent cesser toute collaboration avec Churchill. »

Sur le plan intérieur, la situation se caractérisait par des « profits illimités » allant de pair avec un « chaos illimité ». Au sein de la classe ouvrière, une méfiance généralisée régnait à l'égard de la direction politique de la classe dominante. « Parallèlement, les pouvoirs d'exception sont utilisés pour poursuivre les délégués syndicaux et les militants ouvriers qui défendent les intérêts de la classe ouvrière, ainsi que pour instaurer une discipline coercitive visant à étouffer toute opposition ouvrière au régime en place. »¹⁷

Socialist Appeal parut au moment même où le Parti communiste effectuait son deuxième tournant de la guerre.¹⁸ Le Parti communiste devint rapidement le partisan le plus chauvin

14 En 1942, lors d'une conférence du Conseil régional du Parti travailliste pour le Lancashire et le Cheshire, un dirigeant syndical des mineurs déclarait : « Les mineurs en ont assez du chaos et de l'inefficacité qui se font passer pour de la production. La production de charbon était délibérément freinée par le patronat afin de préserver les profits et de maintenir les puits en bon état pour l'après-guerre » (*Socialist Appeal*, avril 1942).

15 Le numéro de février 1945 de *Socialist Appeal* rapportait : « Depuis le début de la guerre, 23 517 travailleurs ont été poursuivis en vertu d'une législation antisyndicale. Pourtant, pas un seul patron n'a été emprisonné en application de ces mêmes lois. Les quelques-uns qui ont été reconnus coupables n'ont écopé que d'amendes symboliques, alors que 1 807 travailleurs ont été incarcérés... En juin 1942, Ernest Bevin se vantait à la Chambre des communes d'avoir, au cours des six mois précédents, « transféré plus de 36 000 hommes des usines d'armement vers les mines, au prix d'une perte de salaire considérable pour eux ». Ces travailleurs ont vu leur salaire hebdomadaire diminuer de 1 à 2,50 £, et leurs conditions de travail se sont considérablement durcies. Bevin pouvait imposer cela aux travailleurs, mais pas à ses maîtres capitalistes. Car c'est bien la seule raison pour laquelle lui et les autres dirigeants travaillistes sont maintenus au gouvernement à l'heure actuelle. »

16 *Youth for Socialism* était l'organe précédant *Socialist Appeal*, dont la publication débuta en juin 1941, d'abord comme un mensuel, puis comme bimensuel à partir de mars 1942.

17 *Socialist Appeal*, juin 1941.

18 Le Parti communiste a soutenu la guerre pendant les vingt-sept jours ayant suivi son déclenchement. « Les nazis plongent le monde dans la guerre », titrait le *Daily Worker* le 2 septembre 1939. Pollitt a rédigé une brochure intitulée *Comment gagner la guerre*. Toutefois, le 29 septembre, les gouvernements russe et allemand – après avoir occupé la Pologne conformément aux clauses secrètes du pacte germano-soviétique – ont lancé un appel conjoint en faveur d'une paix négociée. « Parler d'une guerre jusqu'au

du capitalisme britannique, une force organisée de briseurs de grève¹⁹ et une véritable fabrique de mensonges et de calomnies contre les opposants révolutionnaires à la guerre. Il se fit le défenseur le plus ardent de la trêve politique, soutenant les candidats conservateurs tout en lançant des accusations sans principes contre leurs adversaires socialistes.²⁰ On n'entendait plus le mot d'ordre d'autrefois : « À bas la trêve dans la lutte de classes ». Le nouveau mot d'ordre était : « Tout pour la production ».

Le Conseil national des délégués d'atelier (*National Council of Shop Stewards*) convoqua une conférence au Stoll Theatre de Londres, le 19 octobre 1941, réunissant 1 400 délégués. L'objectif de la conférence, déclara l'orateur chargé du discours d'ouverture – un ouvrier dirigeant du Parti communiste –, n'était pas de discuter de l'orientation et du contrôle de la production, mais d'examiner des exemples concrets montrant « comment notre coopération avec la direction a accru la production ».²¹ Une déléguée d'atelier trotskyste, représentant le comité des délégués de l'ouest de Londres, fit remarquer qu'il n'existait que deux méthodes pour augmenter la production :

Une alternative est celle de l'Allemagne nazie, où la production est organisée au prix de la destruction totale de tous les droits de la classe ouvrière. L'autre alternative est l'instauration du contrôle ouvrier, qui permettrait non seulement d'accroître la production, mais aussi de préserver et d'étendre les droits conquis au fil d'années de lutte. Si cette conférence donne l'impulsion – ce que j'espère – à un mouvement au sein des syndicats et des usines pour le contrôle de la

bout, ce qui signifie le massacre généralisé de la jeunesse européenne, serait de la folie », déclarait le lendemain la rédaction du *Daily Worker*.

Harry Pollitt était alors le secrétaire du PC britannique, qui publiait le *Daily Worker* (« le quotidien des travailleurs ») – Note MIA.

19 L'une des illustrations de sa politique fut l'activité frénétique qu'il déploya en octobre 1942, lorsque 40 000 ouvriers de la région de Tyneside se mirent en grève pour protester contre une modification du mode de versement des salaires. Avant la grève, lors d'une réunion extraordinaire des membres du parti à Tyneside, Pollitt avait donné pour consigne à tous les communistes de s'y opposer. Len Powell, alors secrétaire du « *National Council of Shop Stewards* » (Conseil national des délégués syndicaux d'atelier), une instance née d'un mouvement militant mais qui, sous la tutelle du Parti communiste, concentrait son activité sur le développement de comités de production, publia un tract dénonçant la grève. Le comité de grève condamna le Parti communiste ainsi que le *Daily Worker*. Un bulletin du parti déclarait : « Nos camarades doivent participer à toutes les réunions organisées dans les chantiers, défendre avec vigueur la nécessité de reprendre le travail, annoncer leur propre intention de retourner à son poste et appeler les ouvriers à les suivre. » Le 15 octobre, deux jours après la fin de la grève, le *Daily Worker* s'indignait que des délégués syndicaux restés au travail soient démis de leurs fonctions. Bien que ce fussent les ouvriers les ayant élus qui votaient désormais leur révocation, le *Daily Worker* dénonçait avec indignation une « fabrique de victimes » et exigeait que les comités de district syndicaux s'opposent à leur éviction (*Socialist Appeal*, novembre 1942). Lors d'une conférence nationale du Parti communiste en mai 1942, Pollitt fit l'éloge du cassage de grève. « Je salue notre camarade, un docker de Hull », déclara-t-il. « Alors que les autres dockers se mettaient en grève, lui s'y est opposé... Quel courage, quel esprit sacré de véritable conscience de classe que de gravir la passerelle du navire pour reprendre son travail. »

20 Par exemple, l'élection partielle de Cardiff en 1942, lors de laquelle Fenner Brockway se présenta comme candidat de l'*Independent Labour Party* (ILP). Le slogan du Parti communiste était : « Voter pour Brockway, c'est voter pour Hitler. » Il qualifiait Brockway de « candidat de l'ILP incarnant tout l'antisoviétisme geignard de cette organisation [...] les habitants de Cardiff n'ont que faire de ceux qui servent les intérêts d'Hitler en dénigrant la Russie » (voir *Commentary on Current Political Events* – publié durant l'interdiction du *Daily Worker* – 8 avril 1942).

21 *Socialist Appeal*, novembre 1941.

production par des comités d'usine, ce serait porter un premier coup sérieux au fascisme tout en défendant l'Union soviétique.²²

Chasse aux sorcières contre les marxistes

Le Parti communiste s'allia aux forces les plus réactionnaires pour s'en prendre à ceux qui restaient fidèles aux principes socialistes. En novembre 1941, le *Sunday Dispatch* de Rothermere dénonça les trotskystes et appela le gouvernement à sévir contre eux. Dans son deuxième article²³ consacré à « un groupe à surveiller », le journal révélait que le Parti communiste avait préparé un article attaquant *Socialist Appeal*. Il citait avec approbation cet article, qui circulait alors sous forme de circulaire interne au Parti communiste. Dans son numéro de décembre 1941, *Socialist Appeal* faisait ce commentaire : « Ne faut-il pas noter que le *Sunday Dispatch* aie eu accès à ce document ? Cela ne suggère-t-il pas qu'il a été fourni par la direction du PC, qui n'a pas hésité à recourir à la presse de caniveau pour attaquer de véritables Léninistes ? »²⁴

Cet article fut par la suite publié sous forme de tract par le Parti communiste, avec pour titre : « Avertissement à tous les antinazis ». « Ne vous laissez pas tromper par des traîtres qui se disent "socialistes" pour dissimuler leurs activités », déclarait le texte. « Ces vils traîtres doivent être chassés du mouvement ouvrier. » En caractères gras, le tract concluait : « Traitez un trotskyste comme vous traiteriez un nazi. »

Dans le numéro du *Labour Monthly*²⁵ de décembre 1941, J.R. Campbell – ayant désormais rectifié la ligne qu'il avait adoptée au début de la guerre – caractérisa les trotskystes comme « agents de la Gestapo au sein du mouvement ouvrier ». Le Parti communiste, qui, cinq mois plus tôt à peine, se défendait avec véhémence contre des attaques chauvines²⁶, incitait désormais ses membres à la violence envers les socialistes opposés à la guerre. « Nous sommes trop tolérants envers ces gens », déclarait un document diffusé aux sections de la *Young Communist League*²⁷ en décembre 1941. « On leur permet de vendre leur journal, *Socialist Appeal*, à la sortie des réunions. » Toutefois, les vendeurs de *Socialist Appeal* se défendaient vigoureusement contre les tentatives de saisie du journal et les actes de voyous que les dirigeants staliniens, aux quatre coins du pays, cherchaient à organiser à la sortie des réunions.

22 *Ibid.* L'intervention fut fortement applaudie, au grand déplaisir de la tribune.

23 29 novembre 1941.

24 Quatorze ans plus tard, il semblait que certains cercles dirigeants du Parti communiste conservaient une étrange affinité pour le *Sunday Dispatch*. Lors de la grève des dockers pour la reconnaissance du « Blue Union » en 1955, les responsables de la cellule du Parti communiste au sein des docks convoquèrent plusieurs journalistes dans la soirée du 18 juin. Le lendemain, le *Sunday Dispatch* vilipendait un « groupe d'hommes » d'une « ruse diabolique » qui, disait-on, terrorisaient les dockers. « Même des communistes de longue date les qualifient d'individus sinistres », affirmait le journal à ses lecteurs, les invitant à plaindre les « 25 000 hommes terrifiés » des docks de Londres. « Le spectre de Trotsky hante aujourd'hui les docks sous les traits d'hommes qui ne parlent que l'anglais », annonçait ce mélodrame orchestré par les dirigeants du Parti communiste.

25 Le *Labour Monthly* était une revue étroitement associée au PC de Grande-Bretagne, publiée de juin 1921 à mars 1981 (Note MIA).

26 En avril 1941, Palme Dutt avait condamné avec indignation « les méthodes sans scrupules consistant à attiser les préjugés chauvins en temps de guerre contre les socialistes qui demeurent fidèles à la lutte des classes ». « De telles méthodes », écrivait-il, « sont bien connues des feuilles de caniveau du chauvinisme conservateur; mais le comble de l'ignominie est atteint lorsqu'elles sont employées par ceux qui osent se dire "socialistes" » (*Labour Monthly*, avril 1941).

27 Jeunesses communistes (Note MIA).

En août 1942, le Parti communiste publia *Clear Out Hitler's Agents*²⁸, de William Wainwright : quinze pages de mensonges éhontés et de citations falsifiées, conçues pour attiser un pogrom contre les trotskystes. « Ces gens », écrivait Wainwright, « n'ont pas le moindre droit d'être considérés comme des travailleurs défendant un point de vue honnête. » Lui aussi ajoutait : « Ils devraient être traités comme on traiterait un nazi. »

Socialist Appeal contre-attaqua avec un tract intitulé « Chassez les agents du patronat », dénonçant les pratiques de briseurs de grève et la politique anti-ouvrière du Parti communiste. Dans son numéro de septembre 1942, le journal offrait une récompense de 10 £ à « tout membre du PC capable de montrer une page quelconque de cette brochure [*Chassez les agents d'Hitler*] qui ne contienne pas un minimum de cinq mensonges ». Inutile de préciser que cette récompense n'a jamais été demandée.

Les calomnies des dirigeants du Parti communiste eurent peu d'écho. La base du mouvement ouvrier était, dans l'ensemble, écoeurée par la manière dont ils traitaient le trotskysme, et un grand nombre de leurs propres membres étaient mal à l'aise face à l'attitude de leurs dirigeants. Bien qu'elle n'ait pas suscité une forte adhésion dans sa dénonciation d'une guerre qualifiée d'impérialiste, la ligne de *Socialist Appeal* fut accueillie avec une grande sympathie par les travailleurs en lutte. Sa diffusion augmenta à mesure que grandissait le mécontentement concernant la conduite de la guerre et les conditions de travail dans l'industrie.²⁹

Le nombre de journées de travail perdues du fait de grèves, tombé à 940 000 en 1940, s'éleva à 1 530 000 en 1942, 1 810 000 en 1943 et 3 710 000 en 1944. Au début de l'année 1944, le gouvernement se trouva confronté à la menace d'une grève générale dans l'ensemble des bassins houillers. Les derniers mois de 1943 avaient été marqués par une vague de grèves, déclenchées pour la plupart afin de défendre de jeunes travailleurs réquisitionnés pour le travail au fond. Fin janvier 1944, une grève contestant une décision salariale – la sentence Porter – qui n'accordait aucune augmentation à une grande partie des mineurs, se propagea rapidement dans le Lancashire, le Cheshire, le Staffordshire et le sud du Pays de Galles. Des grèves sporadiques se poursuivirent dans les semaines suivantes, culminant en mars avec un mouvement impliquant 100 000 mineurs gallois³⁰.

28 « Chassez les agents d'Hitler » (Note MIA).

29 L'inquiétude grandissait face aux accords conclus par le gouvernement britannique avec Darlan, Giraud, Peyrouton et d'autres dirigeants français réactionnaires. Elle était alimentée par les divergences stratégiques entre l'impérialisme anglo-américain et l'Union soviétique, par les défaites en Extrême-Orient – conséquences de la haine suscitée par la domination britannique auprès des populations locales – ainsi que, sur le plan intérieur, par la spéculation, la désorganisation et l'inégalité flagrante dans le partage des sacrifices. Sur le plan politique, ces sentiments se traduisaient par une contestation de la trêve politique : élection de candidats indépendants recueillant un nombre important de suffrages et la revendication, au sein du Parti travailliste, de rompre avec le gouvernement de coalition. Lors du congrès du Parti travailliste de mai 1942, une résolution soutenant le maintien de la trêve ne fut adoptée qu'à une majorité de 66 000 voix lors du vote par mandats.

30 Un indicateur révélateur de l'état d'esprit des hommes en uniforme fut le débat organisé par des soldats de la Huitième Armée sur la question : « Les grèves doivent-elles être autorisées en temps de guerre ? », débat qui eut lieu juste après la grève des mineurs gallois. Sous le titre « Les hommes de la Huitième Armée disent aux travailleurs : "Le droit de grève fait partie de la liberté pour laquelle nous combattons" », le journal *Eighth Army News* rapportait que « le sergent J. Lawson n'avait pas réussi à obtenir suffisamment de soutien au sein du corps des transmissions de la Huitième Armée pour faire adopter sa proposition visant à déclarer illégales les grèves en temps de guerre ». Une photographie de ce numéro d'*Eighth Army News* parut dans *Socialist Appeal* à la mi-mai 1944. Dans ce même numéro figurait une pétition adressée au ministre de l'Intérieur et signée par quatre-vingt-deux soldats du génie royal (*Royal Engineers*), protestant contre l'arrestation de quatre trotskystes.

Le mois suivant, la presse lança une campagne dénigrant les trotskystes. Parallèlement, la police effectua des raids au siège du *Revolutionary Communist Party*, formé en mars par la fusion de deux organisations jusque-là distinctes : la *Revolutionary Socialist League* et la *Workers' International League*. Ces attaques s'inscrivaient dans la stratégie gouvernementale face à la plus importante vague de grèves depuis des années, un mouvement qui avait débordé l'appareil syndical officiel. Dans le cadre de cette campagne de presse alarmiste, on attribua la responsabilité des grèves à des « agitateurs agissant dans l'ombre » et à des « éléments subversifs ». Quatre trotskystes – Heaton Lee, Ann Keene, Roy Tearse et J. Haston – furent arrêtés. La campagne de presse se poursuivit malgré les protestations de députés travaillistes³¹. L'objectif du gouvernement était clair : il s'agissait de créer un climat propice à l'adoption d'une législation plus sévère, destinée à endiguer les luttes sociales et à restaurer l'autorité vacillante des directions syndicales. La classe dirigeante intensifia ses attaques contre les marxistes non seulement parce qu'ils gagnaient du terrain, mais surtout pour se donner les moyens d'imposer en force le règlement 1AA, introduit par Ernest Bevin.

Ce règlement avait pour effet de rendre toute manifestation de sympathie envers des travailleurs en grève passible d'une peine de cinq ans d'emprisonnement ou d'une amende de 500 £. Quiconque entreprenait ou préconisait une action susceptible d'être interprétée comme conduisant à une grève dans un secteur quelconque – lors d'une réunion ou d'une discussion ne constituant pas une réunion syndicale officiellement convoquée – s'exposait également à une peine de cinq ans d'emprisonnement. Le *Trades Union Congress* avait été consulté avant l'introduction de ce règlement. La direction syndicale se voyait contrainte de solliciter l'aide de l'État et de sa police pour contrôler ses propres membres³².

Les quatre trotskystes furent inculpés, en vertu de la loi de 1927 sur les conflits du travail et les syndicats (*Trade Disputes and Trade Union Act*), de complot en vue de soutenir une grève illégale³³. Ils furent les premières victimes d'une loi que le mouvement travailliste avait farouchement condamnée depuis son adoption à la suite de la grève générale, une loi que les dirigeants du Parti travailliste s'étaient engagés à abroger. Pourtant, Bevin et Morrison, respectivement ministre du Travail et ministre de l'Intérieur, contribuèrent à engager les poursuites. Ces arrestations suscitèrent une vive protestation au sein du Parti travailliste et des syndicats. Un comité de défense des victimes des lois antisyndicales fut constitué, avec les députés W.G. Cove comme trésorier et James Maxton comme

31 « Ces pauvres gens ne bénéficiaient d'aucune des garanties propres à un régime démocratique... Avant même leur procès, les journaux ont été autorisés... sans qu'aucune mesure ne soit prise à leur encontre... à se rendre coupables d'outrage à la cour dans des proportions jamais vues auparavant en Grande-Bretagne. Ils ont attisé la haine publique... ils ont calomnié et injurié ces personnes au moment même où elles étaient renvoyées devant le tribunal. Ce gouvernement vénal n'a pris aucune mesure pour les protéger, de quelque manière que ce soit » (Aneurin Bevan, Chambre des communes, 28 avril 1944).

32 « Ce sont les responsables syndicaux qui invoquent la loi contre leurs propres adhérents. Que nul, sur ces bancs, ne s'imagine défendre les syndicats. Il défend le responsable syndical atteint d'artériosclérose, incapable de s'adapter à sa base. Il défend le responsable devenu si impopulaire auprès de ses adhérents que le seul moyen pour lui de les tenir en respect est de les menacer de cinq ans de prison » (*ibid.*).

33 La grève en question était celle des apprentis de Tyneside, le 28 mars 1944. Ce mouvement contestait le dispositif du « scrutin Bevin » (*Bevin ballot*), en vertu duquel de jeunes apprentis étaient désignés par tirage au sort pour travailler dans les mines. La *Tyneside Apprentices' Guild*, qui avait mené la grève, s'opposait à la conscription de jeunes travailleurs dans les mines de charbon et réclamait la nationalisation de ces dernières ainsi que le contrôle ouvrier, y voyant le moyen d'attirer la main-d'œuvre nécessaire.

président. Des représentants de l'*Independent Labour Party*, de *Freedom Press* et du *Revolutionary Communist Party*, ainsi que huit députés travaillistes dont Aneurin Bevan, participaient à ce comité. En revanche, le *National Council for Civil Liberties* refusa d'apporter son soutien. Le Parti communiste, quant à lui, approuva les arrestations³⁴.

Lors de leur procès à Newcastle en juin, Roy Tearse et Heaton Lee furent condamnés à douze mois de prison, Haston à six mois et Ann Keene à treize jours. Deux mois plus tard, ces condamnations furent annulées par la Cour d'appel pénale; entre-temps, le règlement 1AA avait été imposé. La vague de grèves reflua, en partie à cause de ce règlement, certes, mais surtout parce que le second front avait été ouvert et que les armées alliées progressaient en Europe. Les travailleurs commençaient à sentir que la fin de la guerre était proche. Le mouvement d'opposition à la trêve politique finit par faire défaire le gouvernement de coalition. Un « gouvernement de transition » prépara les élections législatives. En mai 1945, l'accumulation des expériences – la dépression d'avant-guerre, les souffrances du conflit, les profits illicites, la désorganisation et la corruption – déboucha sur ce vaste courant d'opinion, tant au sein de la classe ouvrière que des classes moyennes, qui porta le Parti travailliste au pouvoir.

La position des marxistes confirmée

Les travailleurs sont favorables à la destruction de l'hitlérisme et de toute autre forme de fascisme, mais cet objectif ne peut être atteint sous le contrôle et la direction de la classe capitaliste et de ses politiciens. Même si Churchill et l'impérialisme britannique venaient à vaincre les nazis, cela ne signifierait pas pour autant la destruction du fascisme.

C'est ce que déclarait un tract trotskyste diffusé lors du congrès du Parti travailliste en juin 1941. (Que ceux qui, à l'époque, croyaient que la défaite militaire d'Hitler résoudrait la question du fascisme méditent sur les événements récents en France, où de Gaulle – dont les dirigeants du Parti communiste ont contribué à bâtir la réputation de « héros de la Résistance » – ouvre la porte au fascisme.) La victoire des Alliés n'a résolu aucun des problèmes fondamentaux auxquels la classe ouvrière était confrontée en 1939. Bien au contraire, les échecs des partis communistes et des dirigeants réformistes depuis 1945 ont rendu ces problèmes plus urgents que jamais. Avant la guerre, l'alternative « socialisme ou barbarie » désignait le choix entre la propriété collective et, d'autre part, le fascisme et la guerre menée avec des armes « conventionnelles ». Aujourd'hui, la « barbarie » ne signifie pas seulement l'effondrement des institutions démocratiques, mais surtout l'empoisonnement et la malformation d'une grande partie de l'humanité au milieu de ruines radioactives.

Il est vrai qu'à la suite de la guerre, l'impérialisme et le capitalisme ont été chassés de vastes régions d'Extrême-Orient et d'Europe de l'Est. Mais si l'on peut justifier le soutien apporté à la dernière guerre en raison des bouleversements révolutionnaires qu'elle a engendrés, alors les sociaux-démocrates allemands avaient raison de soutenir la Première Guerre mondiale, car les victoires de l'impérialisme allemand ont contribué à faire naître la Révolution russe. L'Inde et la Birmanie jouissent aujourd'hui de l'indépendance politique, non pas grâce à la victoire du capitalisme « démocratique » sur le capitalisme fasciste, mais parce que le capitalisme « démocratique » a été affaibli par la

34 « Le Parti communiste a exigé à maintes reprises que des mesures fondées sur la législation en vigueur soient prises à l'encontre de la propagande trotskyste dans ce pays, tout comme à l'encontre de la propagande fasciste. La liberté laissée à la propagande trotskyste lui a permis d'exploiter les difficultés de la situation actuelle d'une manière qui a fini par soulever l'opinion publique » (Résolution d'une réunion élargie du comité exécutif du Parti communiste, 16 avril 1944, *World News and Views*, 22 avril 1944).

guerre et que les soulèvements survenus dans ces pays durant le conflit – ainsi que la menace de révolutions à son terme – ont contraint l'impérialisme à concéder ce qu'il ne pouvait réprimer. En fait, la déroute de l'impérialisme britannique face aux armées japonaises en 1942 a joué un rôle majeur dans l'éveil de la combativité révolutionnaire et de la confiance en soi des peuples opprimés d'Orient.

« Si Hitler est vaincu, le régime nazi s'effondrera et la révolution qui en résultera passera rapidement sous direction socialiste », écrivait un partisan travailliste de la guerre en réponse à l'opposition révolutionnaire.³⁵ Or, l'invasion de l'Europe – dont les marxistes affirmaient qu'elle visait à préserver les rapports capitalistes et la domination de l'impérialisme anglo-américain – a précisément conduit à ce résultat.³⁶

Faire croire à la classe ouvrière britannique que la guerre – alors même que l'impérialisme contrôlait sa vie et versait son sang pour ses propres intérêts – pouvait être menée à la fois contre le fascisme et pour une révolution sociale en Allemagne, revenait à saper l'internationalisme prolétarien indispensable pour soutenir les travailleurs opprimés par Hitler et Mussolini. Il est vrai que l'impulsion nécessaire à la révolte dans les pays fascistes avait toutes les chances de venir de l'étranger. Mais cela rendait d'autant plus urgente la nécessité de mobiliser la classe ouvrière des pays « démocratiques » autour de sa responsabilité : mener une lutte victorieuse contre ses propres capitalistes. Car l'impulsion et le soutien à une révolte socialiste en Allemagne ne pouvaient provenir que de la classe ouvrière d'ailleurs. La politique impérialiste de « capitulation sans condition » visait les véritables forces antifascistes en Italie et en Allemagne. En 1943, les avions alliés bombardèrent Milan et Turin, commettant un bain de sang, alors même que les travailleurs italiens de ces villes menaient une grève héroïque contre le fascisme italien et la Gestapo. Lorsque les armées du capitalisme « démocratique » occupèrent l'Italie, le gouvernement militaire allié utilisa l'appareil d'État existant dans son intégralité – y compris les généraux, les administrateurs et les tristement célèbres carabiniers, qui avaient tous servi Mussolini. Les Alliés réduisirent l'Allemagne à la famine et à des conditions de survie précaires, empêchant les travailleurs et les travailleuses de se réorganiser en tant que classe et de reprendre leurs activités tant que l'économie n'aurait pas redémarré. Enfin, la politique de l'impérialisme occidental, relayée par la propagande chauvine des stalinien et des réformistes de droite, garantit que les monopoles ayant soutenu Hitler domineraient l'économie en pleine reconstruction³⁷.

Les trotskystes ont brandi haut l'étendard de l'internationalisme socialiste. Cela seul suffirait à faire honneur au mouvement marxiste. Mais il y a plus : ce mouvement,

35 W. N. Warbey, *Left*, novembre 1939.

36 « Qui croit vraiment aux scénarios alarmistes d'une domination future du reste de l'Europe par l'impérialisme anglo-américain ? » demandait Harry Pollitt en septembre 1944, dans *How to Win the Peace* (« Comment gagner la paix »). « À cette guerre du peuple succédera une paix du peuple », prophétisait-il.

37 Lorsque, en 1944, le *Trades Union Congress* (TUC) adopta une résolution affirmant que « tous les Allemands sont coupables », Goebbels l'exploita dans sa propagande radiophonique pour attiser la crainte, chez les Allemands, d'une paix plus sévère encore que celle de Versailles. L'hypocrisie des dirigeants syndicaux fut parfaitement illustrée par Sir Walter Citrine, qui déclara devant le congrès : « Il y a bien trop de sentimentalité larmoyante autour de cette question... Personne n'a plus ardemment souhaité que moi voir des signes de révolte en Allemagne. Le TUC a lancé un appel au mouvement ouvrier allemand. » Or, ce même dirigeant syndical avait, onze ans plus tôt, justifié la trahison de ses homologues allemands lorsqu'ils avaient laissé Hitler prendre le pouvoir sans opposer de résistance organisée. Lors du congrès du TUC de 1933, il les avait disculpés en ces termes : « Déclencher une grève générale dans le climat créé par l'incendie du Reichstag et avec 6 500 000 chômeurs était un acte lourd de conséquences, qui n'aurait rien eu à envier à une guerre civile. »

composé essentiellement de jeunes hommes et femmes, a mené un combat tous azimuts pour de grands principes. Sa propagande comportait certes bien des aspects immatures et imparfaits. Avec le recul, on constate que la revendication politique centrale – « Le pouvoir aux travailleurs » – a surtout servi de slogan de propagande plutôt que de ligne stratégique globale visant à tisser des liens avec de larges couches de la classe ouvrière. Mais cet aspect reste secondaire au regard du combat courageux mené pour les principes socialistes.

Contrairement aux dirigeants du Parti communiste, les trotskystes n'ont pas à redouter l'examen du passé. Ils n'ont pas besoin de réécrire l'histoire sans cesse, en laissant de grandes lacunes, en omettant des noms, en falsifiant, en mentant et en déformant les faits. L'expérience et la lutte des trotskystes durant la guerre font partie intégrante de l'héritage du mouvement marxiste. Ceux qui y ont pris part, et qui cherchent aujourd'hui à renforcer l'influence du marxisme au sein du mouvement travailliste britannique, peuvent être légitimement fiers de la position qu'ils ont défendue en faveur de l'internationalisme et des principes socialistes.